

Analyse économétrique de l'impact de la dette publique sur la croissance économique du Sénégal

Econometric analysis of public debt on economic growth in Senegal.

Auteur 1 : DIONE David..

DIONE David, Laboratoire de Recherche en Sciences Economiques et Sociales (LARSES)
Université Assane Seck de Ziguinchor

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : DIONE .D (2025) « Analyse économétrique de l'impact de la dette publique sur la croissance économique du Sénégal », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 31 » pp: 1658 – 1672.



DOI : 10.5281/zenodo.17101065
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

La dette publique représente la somme de tous les emprunts contractés par les administrations et qui n'ont pas encore été remboursés. Depuis son indépendance, le Sénégal comme beaucoup de pays, a recours à l'emprunt extérieur comme intérieur pour financer son économie. Cependant, cette dette ne fait qu'augmenter d'années en années. En effet, en fin 2024, le Sénégal était le pays le plus endetté du continent africain avec une dette publique estimée à 118,8% (FMI, 2024). Or, si cette situation persiste alors l'une des conséquences serait le risque d'une instabilité financière pouvant compromettre durablement la croissance économique du pays. Partant de ce constat, l'objectif de l'article est donc d'étudier l'impact de la dette publique sur la croissance économique du Sénégal. Pour cela, un certain nombre de variables a été utilisé tous issues de la base de données de la Banque Mondiale couvrant la période 1980 à 2024. Basé sur une approche méthodologique rigoureuse et adéquate (méthode ARDL), nos résultats montrent que la dette publique impacte négativement la croissance économique du Sénégal. Nos recommandations vont dans le sens d'une orientation des fonds issus de la dette publique dans des domaines tels que l'éducation, les infrastructures et le développement du capital humain ce qui permettrait de générer une croissance soutenue à long terme pour le pays.

Mots clés : Dette publique, croissance économique, Sénégal

Abstract

Public debt represents the sum of all loans taken out by governments that have not yet been repaid. Since gaining independence, Senegal, like many countries, has resorted to both external and domestic borrowing to finance its economy. However, this debt has only increased year after year. In fact, at the end of 2024, Senegal was the most indebted country on the African continent, with an estimated public debt of 118.8% (IMF, 2024). If this situation persists, one of the consequences could be financial instability, which could permanently compromise the country's economic growth. Based on this observation, the objective of this article is to study the impact of public debt on economic growth in Senegal. To this end, a number of variables were used, all taken from the World Bank database covering the period 1980 to 2024. Based on a rigorous and appropriate methodological approach (ARDL method), our results show that public debt has a negative impact on Senegal's economic growth. Our recommendations are to channel public debt funds into areas such as education, infrastructure, and human capital development, which would generate sustained long-term growth for the country.

Keywords: Public debt, economic growth, Senegal

Introduction

La question de l'endettement public soulève des débats fascinants et utiles qui divisent les gouvernants et les citoyens mais, plus encore, les économistes. Dans la littérature, deux courants principaux s'affrontent concernant la relation entre la croissance et l'endettement, à savoir les keynésiens et les classiques. Pour les keynésiens, l'endettement favorisant la relance de la demande entraîne par l'effet accélérateur une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement, qui provoque à son tour une hausse de la production. L'endettement public crée un effet de relance positif, d'accroissement de la production, Kra (2021). Quant aux classiques, ils considèrent la dette comme une charge pour les générations futures. Ces dettes seront remboursées dans le futur avec une hausse des impôts et des intérêts, Smith (1759). La dette n'est ni un luxe pour les générations présentes ni une transition entre les autres générations à cause des anticipations d'impôts futures, Barro (1991). A cela, les classiques ajoutent que l'endettement de l'Etat restreint la quantité d'épargne disponible. En effet, ils estiment qu'avec une quantité d'épargne limitée, la fraction utilisée par l'Etat ne pourra pas être utilisée par les ménages et les entreprises pour réaliser des investissements productifs.

Sur le plan empirique, les résultats trouvés par les auteurs concernant la relation entre dette publique et activité économique sont divergents. En effet, pour bon nombre d'auteurs, (Karazijene et Saboniene, 2009 ; Martin, 2009) l'emprunt public, gérée de manière optimale, est toute de même bénéfique pour l'économie car elle est peut être un moyen de pouvoir retarder l'imposition (fiscalité) de manière à réduire les distorsions actuelles. Cependant pour d'autres, (Somps, 1993 ; Sachs, 1988 ; Ferreira, 2009 ; Kumar et Woo, 2010) des ratios d'endettement et de déficits en hausse ont des effets négatifs sur la croissance.

Depuis son indépendance, le Sénégal a naturellement recours à l'emprunt extérieur comme intérieur pour financer son économie tout comme beaucoup de pays dans le monde. Cependant, le constat est que le Sénégal s'endette de plus en plus depuis de années. En effet, après avoir atteint 80% du PIB en 2023, la dette publique du Sénégal est estimée à 118,8% en fin 2024 selon le FMI (2024). Ce chiffre fait désormais du Sénégal le pays le plus endetté du continent africain. Or, l'une des conséquences d'une telle situation est le risque d'une instabilité financière pouvant décourager l'investissement privé et compromettre ainsi la croissance économique du pays.

Ce constat nous amène donc à nous poser la question suivante : quel est l'impact de la dette publique sur la croissance économique du Sénégal ?

L'objectif de cet article est nous aider à comprendre les effets dynamiques de la dette publique sur la croissance économique afin d'améliorer la situation économique du Sénégal. Dans ce qui suit, nous présentons progressivement la revue de littérature, suivi de la méthodologie de recherche et de la présentation des résultats. Enfin, une conclusion achève notre travail.

I. Revue de la littérature

1. Définition de quelques concepts

La dette publique est une notion complexe qui est souvent confondue avec le déficit public voir même la dette extérieur d'où l'importance pour nous d'en préciser les différents sens et contours.

- **Dette publique** : la dette publique représente l'ensemble des engagements financiers des administrations publiques¹, le total des sommes dues aux créanciers.
- **Déficit public** : on parle de déficit public lorsque les recettes de l'Etat (fiscale et non fiscale²) sont supérieures à ses dépenses (défense et sécurité, aménagement durable du territoire, éducation, santé, etc.)
- **Solde budgétaire** : le solde budgétaire signifie la différence entre les recettes et les dépenses de l'Etat. Il peut être équilibré ou nul, excédentaire ou déficitaire. Dans le cas d'un solde budgétaire équilibré, les recettes sont égales aux dépenses. L'excédent budgétaire renvoie à des recettes supérieures aux dépenses et le cas contraire correspond au solde déficitaire. La différence entre dette publique et solde budgétaire est que le premier est un stock mesuré par une grandeur économique à un moment donné et second, un flux mesuré par aussi par une grandeur économique au cours d'une période.
- **Solde budgétaire primaire et solde budgétaire structurel** : le solde primaire est la différence entre les dépenses totales de l'Etat et le montant des intérêts payés chaque année sur sa dette accumulées. Il peut être nul, excédentaire ou déficitaire. On parle de solde structurel lorsque les effets conjoncturels sont éliminés.
- **Dette extérieur** : la dette extérieure d'un pays est la sommation des dettes de l'administration publique et des agents privés vis-à-vis du reste du monde.

2. Genèse de la dette publique

La dette publique n'est pas un phénomène nouveau puisqu'elle accompagne les Etats modernes depuis leur émergence au XIV^{ème} siècle. En effet, les cités grecques ont recouru fréquemment

¹ Les administrations publiques sont un ensemble d'unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution entre les agents économiques.

² Les recettes non fiscales sont les revenus du patrimoine de l'Etat.

à partir du IV^{ème} siècle avant Jésus Christ à l'endettement pour faire face à leurs besoins de financement Biasutti et Braquet (2023). Selon Mounier (2023), c'est au XIV^{ème} siècle que les cités italiennes (Florence, Gênes et Venise) inventent la dette publique. Les impôts rentrent mal et il faut payer les dépenses causées par des guerres fréquentes. Confrontés aux besoins d'argent de leurs cités engagées dans des guerres incessantes, les banquiers italiens imaginèrent alors d'emprunter avec un système souple de titres négociables sur le marché même si les abbayes anglaises en avaient, de leur côté, réalisé une expérimentation Quennouëlle-Corre et Béaur, (2019). Le paiement des intérêts basé sur l'impôt pouvant absorber 20 à 40% des revenus des Etats Biasutti et Braquet (2023). Les gouvernements des cités empruntent aux citoyens les plus riches, Mounier (2023). Ceux-ci acceptent de prêter car ils perçoivent un intérêt. Ils obtiennent aussi un titre de créance qu'ils peuvent vendre. Pour Mauss (1924), on observe dans les sociétés primitives une logique du don et de la dette. Elle repose sur une triple obligation. Les chefs montrent leur pouvoir en donnant. La contrepartie du don, c'est l'obligation de le recevoir puis de le rendre. C'est le contre-don. S'il n'est pas immédiat, cela donne naissance à une dette. Ces échanges matériels ou symboliques renforcent les liens sociaux. Aujourd'hui, l'accroissement de la dette publique est inéluctable dans beaucoup de pays. Cependant sa gestion de se faire avec rigueur car cela concerne toute une nation. A ce fait Dofoe, cité par Biasutti et Braquet (2023), dans un essai publié en 1970 sur le statut de la dette publique souligne que : « *Comme le crédit est national et non personnel, il ne dépend ni d'une chose ni d'une personne ni d'un homme ni d'une incarnation humaine mais du gouvernement* ».

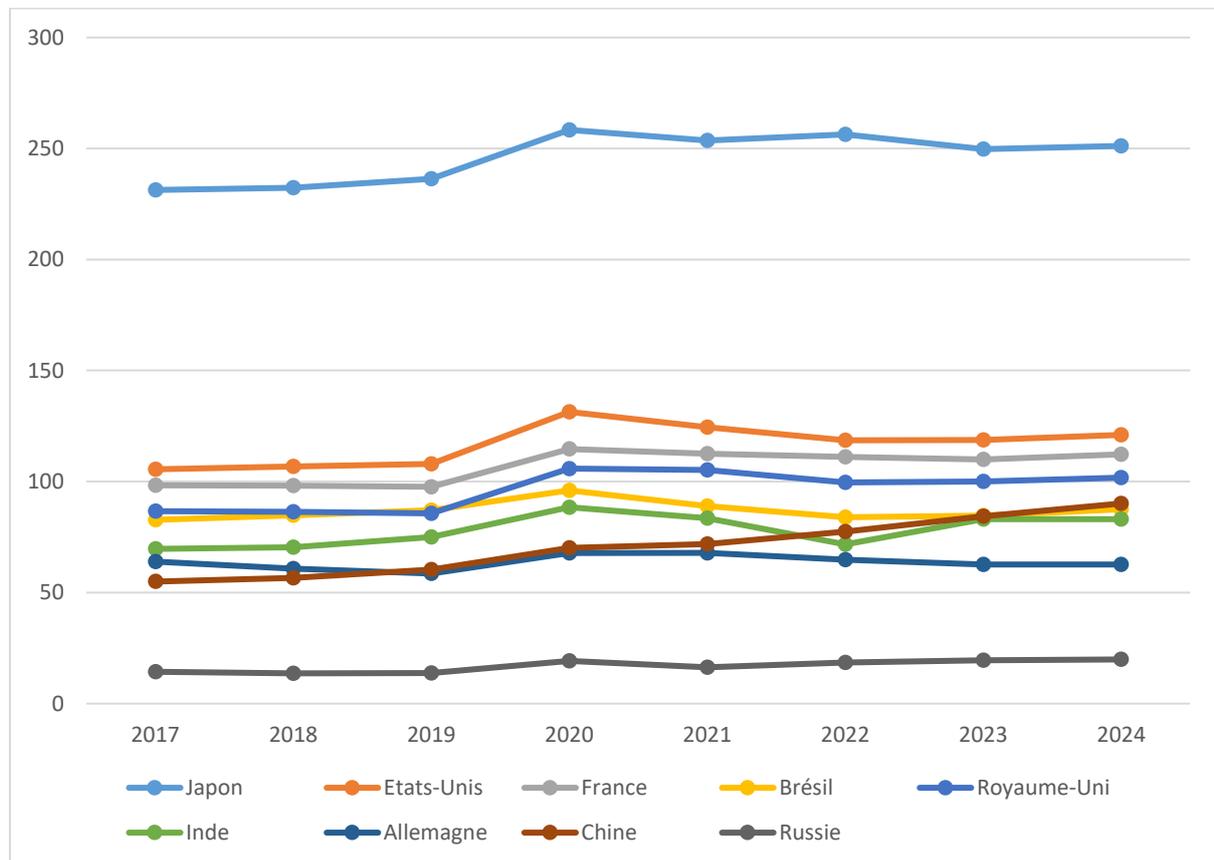
3. Faits stylisés sur la dette

a. Situation de la dette publique des pays industriels importants et de pays émergents

Depuis les années 1990, les économies des pays riches sont devenues de véritables économies d'endettement, Biasutti et Braquet (2023). Selon le Mc Kinsey Global Institute cité par Burguière, (2018), la dette publique primaire des économies développées et en développement dépasserait 200 trillions de dollars à la fin de 2016, soit trois fois le montant du PIB mondial. Neuf pays (dont six européens) accusent un niveau d'endettement supérieur à 100 % de leur PIB, parmi lesquels le Japon (246 %), la Grèce (180 %), l'Italie et le Portugal (130 %), les États-Unis et la Belgique (106%). La dette souveraine de la France a été multipliée par 20 depuis 1980, pour atteindre 96% de son PIB au début de 2017. Ces dettes ne servent pour l'essentiel qu'à couvrir les dépenses de fonctionnement des administrations publiques et les prestations sociales, Burguière, (2018).

En 2024, la dette publique mondiale a atteint un niveau record à 102 000 milliards de dollars, contre 97 000 milliards en 2023, CNUCED (2025). Selon le FMI (2023), 59 pays représentant 80% du PIB mondial sont à l'origine de l'augmentation de la dette publique. En France par exemple, la somme de l'endettement public et de l'endettement privé représente presque 250% du PIB. Au sein de l'Union européenne, la dette publique des États membres a légèrement augmenté de 0,8 point au 1^{er} trimestre 2025, atteignant 81,8 % du PIB en moyenne, Eurostat (2025). Alors que la Russie connaît un très faible niveau de dette publique (moins de 20 % de son PIB en 2024), par rapport à de nombreux pays, la dette publique du Japon a continué d'être très élevée, se situant autour de 250% du PIB.

Graphique 1 : Dette publique de quelques pays industriels importants et de pays émergents



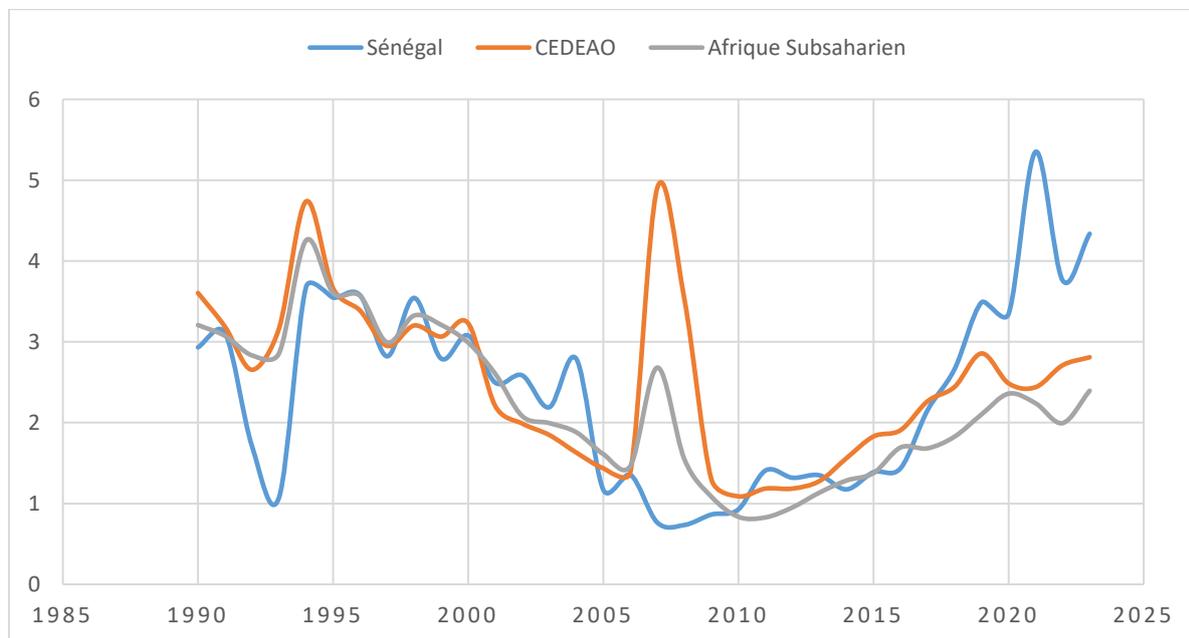
Source : auteur, données issues de la base de données Statista, 2025.

b. La dette publique en Afrique

La dette publique en Afrique est une préoccupation croissante. Selon le FMI, le ratio d'endettement moyen en Afrique subsaharienne a presque doublé en seulement dix ans, passant de 30 % du PIB à la fin de 2013 à un peu moins de 60 % du PIB à la fin de 2022. Le coût du remboursement de cette dette a lui aussi augmenté. Les chocs économiques récents, comme la

pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, ont exacerbé la situation, forçant les pays africains à s'endetter davantage, ce qui comprime leurs capacités budgétaires pour des services essentiels comme la santé. Boreinsztein (1990), Oshikoya et Ojio (1995), cité par Camara et al (2013), ont effectué une analyse économétrique de Panel sur 68 pays Africains entre 1970 et 1991. D'après leurs résultats une baisse du taux d'endettement de 10% entraîne une hausse du taux de croissance de ces pays de 0,3% et une augmentation de 0,4% du taux d'investissement. Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de la dette publique moyenne en Afrique subsaharienne, dans la zone CEDEAO et au Sénégal.

Graphique 2 : Evolution de la dette publique en Afrique subsaharienne, dans la zone CEDEAO et au Sénégal



Source : auteur, données issues de la BM, 2025.

Le constat que l'on fait au vu du graphique est que l'évolution de la dette publique moyenne des pays membres de la CEDEAO est corrélée à celle de l'Afrique subsaharienne. Nous constatons également que depuis 10 ans, le Sénégal connaît une évolution très rapide de sa dette publique dépassant à la fois la moyenne des pays de la CEDEAO et de l'Afrique dans sa globalité.

c. Dette publique et croissance économique au Sénégal

L'économie sénégalaise est caractérisé aujourd'hui par des performances macroéconomique encore faibles pour soutenir durablement la croissance économique. Le rythme d'évolution du produit intérieur brut est assez faible par comparaison à celui de la population (effectif de la population multiplié par deux entre 1980 et 2010 selon la Banque Mondiale). En effet, depuis

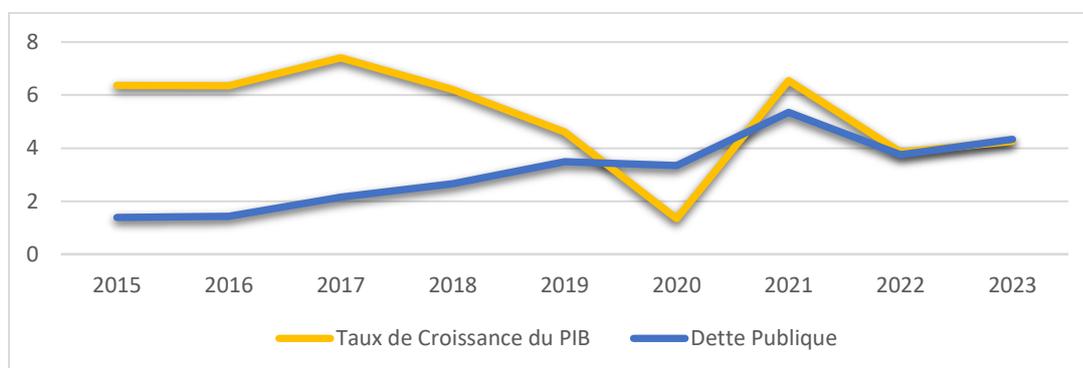
son indépendance, malgré les efforts mis en œuvre pour assurer la diversification des activités économiques et les différentes politiques économiques appliquées, l'économie sénégalaise n'a pas connu une croissance régulière et continue. Ses capacités de production étant limitées et son épargne intérieure insuffisante pour couvrir les besoins de son économie, le Sénégal s'est lancé au début des années 1970 dans une politique d'endettement intérieur et extérieur qui, à la longue s'est répercutée négativement sur ses finances publique. Les années 80 se caractérisent par une croissance économique faible (2 à 3 %) du fait notamment d'une mauvaise gestion macroéconomique qui a conduit aux Programmes d'Ajustements Structurels (PAS). Les causes de ces programmes sont nombreuses et tournent autour des principaux points suivants : déficit budgétaire en progression constante, défaillance du système de création et de gestion des sociétés parapubliques, subvention de tout ordre, déficit de la balance commerciale et suppression des soutiens à l'exportation, Camara et al (2013). De 2015 à 2023, en pourcentage du RNB, la dette publique du Sénégal à augmenter passant ainsi de 1,39 % en 2015 à 4,34 % en 2023.

Tableau 2 : Evolution de la dette au Sénégal

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette pub et dette garantie par l'Etat (% RNB)	1,39	1,44	2,15	2,66	3,49	3,35	5,35	3,76	4,34
Dette totale (% RNB)	5,78	2,27	3,01	3,82	6,05	5,32	7,82	7,23	9,05

Source : auteur, données issues de la BM, 2025.

Graphique 3 : Evolution du taux de croissance et de la dette publique au Sénégal



Source : auteur, données issues de la BM, 2025.

L'analyse de ce graphique montre que le taux de croissance du Sénégal à connu une baisse à partir 2017 atteignant son niveau le plus bas ces 10 dernières années. Ce faible niveau de la

croissance du PIB s'explique par l'apparition de la Covid 19. On remarque également que la dette publique du Sénégal ne cesse de croître depuis 2015. Globalement, l'expansion économique apparaît plus soutenue avec un taux de croissance de l'ordre de 4 % en moyenne entre 2015 et 2023.

II. Méthodologie

Les causes déterminantes de la croissance économique dans le long terme, selon la littérature économique, sont données par la croissance de la population active, la croissance de la technologie et la croissance du capital physique (investissement). Un modèle de croissance standard est utilisé, dans lequel la dette publique en pourcentage du PIB est utilisée comme variables d'intérêt en plus d'un ensemble de variables de contrôle. La variable dépendante de notre modèle est exprimée par le taux de croissance du PIB. Le choix de nos variables s'appuie sur les travaux de Ltaief (2014), Mandri (2015), Boukhatem et Kaabi (2015), Guissé (2016), Niafouna (2023) etc. Nous utilisons des données annuelles issues de la base de données de la Banque Mondiale de 1980 à 2024.

1. Présentation de la modélisation ARDL

Nous avons choisi la modélisation ARDL qui permettra d'analyser la problématique de la dette publique et de la croissance économique. L'approche ARDL est une modélisation qui a la particularité de prendre en compte la dynamique temporelle dans l'explication d'une variable améliorant ainsi les prévisions et l'efficacité des politiques par contre un modèle simple ne restitue qu'une partie de la variation de la variable à expliquer pour l'explication instantanée. Le modèle ARDL fusionne un modèle à autorégression (AR) avec des délais répartis (Distributed Lags) des variables explicatives. Il est formellement exprimé de la manière suivante :

$$Y_t = \emptyset + \sum_{i=1}^p a_i Y_{t-i} + \sum_{j=0}^q b_j X_{t-j} + \varepsilon_t$$

Où Y_t représente la variable dépendante, X_t un ensemble de variables explicatives, p et q les ordres de retard respectifs, \emptyset une constante et ε_t un terme d'erreur. Cela permet de saisir l'impact des valeurs de la variable dépendante ainsi que des valeurs actuelles et décalées dans variables explicatives. Le modèle ARDL est utilisé dans divers domaines économiques et financiers pour analyser la soutenabilité de la dette publique, la dynamique des réserves de change, ou l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique³.

³ Source : [\(PDF\) Le Modèle ARDL : Fondements Théoriques, Méthodologie et Applications en Économétrie](#)

2. Spécification du modèle

Le modèle à estimer s'écrit :

$$T_{cpib,t} = \beta_{Term,t} + \beta_{inv,t} + \beta_{pop,t} + \beta_{Ouv,t} + \beta_{Solde,t} + \beta_{Debt,t} + \beta_{inflat,t} + \varepsilon_t$$

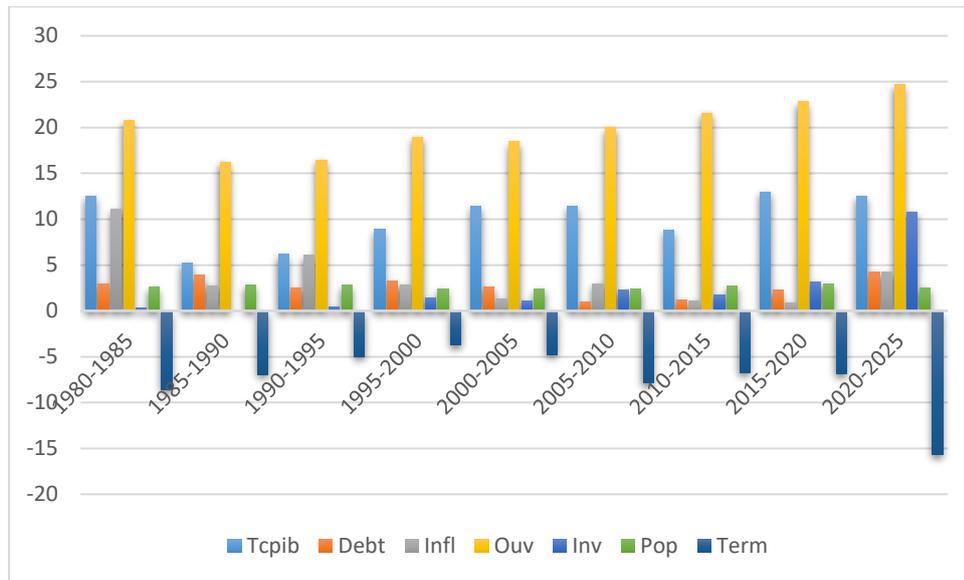
Avec :

- **Tcpib** : le taux de croissance du PIB par tête.
- **Term** : les variations des termes de l'échange. Elle permet de capter les effets de chocs extérieurs. Le Sénégal est vulnérable à ces chocs mais le signe attendu est négatif.
- **Pop** : le taux de croissance démographique : L'augmentation de la population pourrait influencer négativement le taux de croissance économique, donc le signe du taux de croissance démographique doit être négatif⁴.
- **Inv** : investissement total en pourcentage du PIB : Il reflète l'impact du capital physique dans le processus de production, son coefficient est attendu positif.
- **Inflat** : Taux d'inflation mesuré par la variation de l'indice des prix à la consommation. reflète l'effet de la hausse des prix sur la croissance.
- **Ouv** : un indicateur de l'ouverture commerciale (les exportations et les importations en pourcentage du PIB). Il stimule la productivité à travers les transferts des connaissances le signe attendu est positif.
- **Debt** : la dette publique en pourcentage du PIB est attendue avec un signe positif⁵.
- ε_t un terme d'erreur.

⁴ En effet une croissance démographique élevée tend à appauvrir un pays dans la mesure où il est difficile de préserver un volume de capital par travailleur important en présence d'une croissance rapide du nombre de travailleurs.

⁵ Cependant lorsque le niveau du stock de dette est élevé, son impact pourrait être négatif sur la croissance économique.

Graphique 4 : Statistique descriptive des variables



Source : auteur, données issues de la BM, 2025.

Les données de ce graphique montrent qu'en moyenne entre 1980 et 2024, le Sénégal a connu un taux de croissance des variables (PIB, dette publique, inflation ouverture commerciale, investissement croissance démographique et des termes de l'échange) relativement équilibré.

3. Tests de stationnarité

Le test de non stationnarité est réalisé en utilisant le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF). Le niveau de significativité (CV) est à 1%. Les résultats du test sont présentés ci-dessous :

Tableau 3 : Test de non stationnarité

Variables	Test de stationnarité				Ordre d'intégration
	Niveau		Différence première		
	ADF	CV 1%	ADF	CV 1%	
<i>TcpiB(-1)</i>	1,590232	-2,227901	-4,68788	-2,329016	(1)
<i>Term</i>	-0,05639	-2,227901	-	-	(0)
<i>Inv</i>	1,324218	-2,127901	-5,00922	-2,329016	(1)
<i>Pop</i>	-0179045	-2,427901	-5,45378	-2,329016	(1)
<i>Ouv</i>	0,324693	-2,127559	-7,148034	-2,329016	(1)
<i>Debt</i>	0,609724	-2,427901	-6,029310	-2,329016	(1)
<i>Inflat</i>	-2,895734	-2,427901	-4,338359	-2,329016	(1)

Source : auteur, données issues de la BM, 2025.

Toutes nos variables du modèle sont intégrées d'ordre 1 (stationnaires en différence première) sauf les termes de l'échange qui lui est stationnaire à niveau.

4. Estimation présentation des résultats

Tableau 4 : Résultat du modèle ARDL

Tcpib

Variables	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob*
<i>Term</i>	0,024684	0,184640	0,642046	0,34609
<i>Term (-1)</i>	0,359039	0,145103	1,950583	0,00020
<i>Inv</i>	-0,090385	0,11029	-0,30502	0,35960
<i>Inv(-1)</i>	0,189540	0,098573	1,39502	0,042
<i>Inv(-2)</i>	0,260583	0,132196	2,308375	0,00260
<i>Pop</i>	-2,084905	1,710853	2,23450	0,0002
<i>Ouv</i>	0,5902740	0,947303	3,043795	0,0004
<i>Debt</i>	-0,275035	0,21301	1,39570	0,0014
<i>inflat</i>	-0,042304	0,308503	1,40583	0,00023
R-carré	0,835361	F-statistic	60,932689	
R-ajusté	0,875360	Prob (F-statistic)	0,00000	

Source : auteur, données issues de la BM, 2025.

A partir de l'estimation du modèle, les résultats suivants sont trouvés : le coefficient des termes de l'échange est positif et significatif ce qui veut dire qu'une détérioration des termes de l'échange impact négativement sur la croissance économique. Une amélioration de 1% des termes de l'échange, augmente la croissance du PIB par habitant de 3,59%. L'investissement à un effet significatif et positif sur la croissance économique du Sénégal et l'augmentation de 1% de l'investissement entraine une croissance économique de 1,8%. La taille de la population agit négativement la croissance du PIB. Ainsi, à chaque fois que la démographie augmente de 1%, la croissance diminue de 20,8%. La variable relative à l'ouverture commerciale a un effet significatif sur la croissance du PIB par habitant et son coefficient est positif. Une augmentation de 1% des termes de l'échange, augmente la croissance économique de 5,9%. L'inflation à un effet négatif sur la croissance économique et une augmentation de 1% de cette variable entraine

une diminution de la croissance de 0,4%. Pour ce qui est de la dette publique, elle est significative avec un signe négatif. Cela signifie donc qu'une augmentation de 1% de la dette publique au Sénégal entraîne une diminution de 2,75% de la croissance du PIB par habitant.

Conclusion

Dans cet article, il était question de vérifier l'impact de la dette publique et la croissance économique du Sénégal. À la lumière des estimations, il ressort que la période 1980-2024 se caractérise par un impact négatif de la dette publique sur la croissance économique. Ce résultat est important pour les citoyens et les décideurs politiques, d'autant plus que la question de la dette publique est systématiquement au cœur des débats publics au Sénégal.

Finalement, il demeure toujours important d'orienter les dépenses publiques de plus en plus vers les investissements productifs que vers les dépenses de fonctionnement. Une telle orientation permettrait d'assurer, de manière saine, la validité de la contrainte budgétaire.

Bibliographie

- Banque Mondiale Data from Database (2025). *Indicateurs du développement dans le monde*
- Barro, R.J. (1974). *Are Government Bonds Net Wealth? The Journal of Political Economics*, 82(6), 1095–1117.
- Biasutti, J P, et Braquet, L (2023). « *Comprendre la dette publique* ». Editeur: Bréal
Collection: Thèmes & Débats. Pages: 95
- Blancheton, B. (2022). « *La dette publique* ». Editeur: Dunod. Pages: 192
- Boukhatem, J. et Kaabi, M. (2015), « Dette publique, qualité institutionnelle et croissance économique dans les pays de la région MENA : analyse par la méthode des moments 46 généralisés », MPRA Paper, n° 65756, <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/65756>,
- Burguière, F. (2018). « *Les dettes publiques à la dérive* ». Editeur: [Eyrolles](https://www.eyrolles.com). Pages: 239
- Camara, E. A. Dramani, L. Thiam, I. (2013). Structure et dynamique de l'économie sénégalaise. Editeur: [Harmattan Sénégal](https://www.harmattan.com) Collection: [Harmattan Sénégal](https://www.harmattan.com). Pages: 118
- Ferreira (2009), « Public debt and economic growth : a granger causality panel data approach », technical university of lisbon.
- FMI (2024); <https://www.imf.org/fr/Publications/FM/Issues/2024/10/23/fiscal-monitor-october-2024>
- CNUCED (2025) <https://unctad.org/fr/news/les-pays-en-developpement-sont-confrontes-un-endettement-public-record-il-est-temps-dagir>
- Guissé, O. (2016), « Effets de l'Endettement Public sur la Croissance Economique en présence de non linéarité : Cas des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. » Economies et finances, disponible en ligne : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01477847>
- Karazijiene, Z. Et Saboniene, A. (2009). The structure of the national debt and state 's borrowing influence for the lithuanian economy. *Economies and Management* (14), 271-279.
- Kra, M. P (2020). Le lien entre la dette publique et la croissance économique : comparaison entre le Québec, l'ontario et le canada. Université du Québec à trois rivières.
- Kumar, M. et Woo, J. (2010). Public debt and growth. *IMF workingpapers*, 1-47.
- Martin, F. M. (2009). A positive theory of government debt. *Review of economic Dynamics*, 12(4), 608-631.
- Ltaief, L. (2014), « Dette publique et croissance économique : investigation empirique pour la zone euro, l'Union européenne et les pays avancés ». *L'Actualité économique*, 90 (2), 79-103. <https://doi.org/10.7202/1027973ar>

- Mandri, B. (2015), « Effets de seuil de la dette publique sur la croissance économique » Laboratoire d'Economie Appliquée, Université Mohammed V, Rabat – Agdal
- Mauss, M. (1924). *Rapports réels et pratiques de la psychologie et de la sociologie*. (pp. 283-310). F. Alcan.
- Monnier, J. M. (2023). « *Parlons dette en 30 questions* ». Editeur: La Documentation française. Pages : 101.
- Niafounan E. A. (2023). L'impact de la dette publique sur la croissance économique au Sénégal. Mémoire en ligne. <https://rivieresdusud.uasz.sn/>
- Sachs, J. (1988). *The Debt overhang of Developing Countries*. Washington Cambridge.
- Smith Adam (1776), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*.
- Somps M. S. (1993) *Fonction d'investissement privé et politique d'ajustement structurel*, document de travail DIAL n°1993-21 /T4, 35p.
- Quennouëlle-Corre, L. et Béaur, G. (2019). « *Les crises de la dette publique* ». Editeur: IGPDE. Collection: Histoire économique et financi. Pages: 534